

Questions orales

bienfaits du programme de l'APECA. Si ce programme était si bon que cela, pourquoi le gouvernement l'a-t-il frappé de compressions budgétaires le printemps dernier? Pourquoi en a-t-il porté la durée de cinq à sept ans, en réduisant ainsi le financement de 20 p. 100?

Le premier ministre va-t-il maintenant nous donner, à nous et aux Canadiens de l'Atlantique, l'assurance que son gouvernement ne s'en prendra plus au financement de l'APECA? Va-t-il nous assurer aussi qu'il trouvera les fonds additionnels nécessaires pour dénouer la crise que subit à l'heure actuelle l'économie de la région de l'Atlantique par suite de la négligence achevée de son gouvernement?

M. Mulroney: Monsieur le Président, le chômage est un excellent baromètre de l'économie. À Terre-Neuve, il a diminué de 7 p. 100 depuis que nous avons ravi le pouvoir aux libéraux.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Le chômage a baissé de 4 p. 100 en Nouvelle-Écosse et de 3 p. 100 au Nouveau-Brunswick.

Du temps du dernier gouvernement libéral, les programmes de développement régional recevaient en moyenne 185 millions de dollars par année. Au cours du premier mandat de notre gouvernement, nous avons porté leur financement à 285 millions de dollars en moyenne et, cette année, ils se partagent 425 millions de dollars, ce qui constitue une hausse de 51 p. 100. Telle est l'ampleur de l'aide que nous accordons à la région canadienne de l'Atlantique.

Il est sans doute déprimant pour les Canadiens de l'Atlantique de constater que leurs représentants ici ne sont même pas en mesure d'apprécier les côtés positifs de l'économie de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ainsi que de Terre-Neuve et du Labrador. Il y a des secteurs en difficulté, et nous nous efforçons de les relancer. Le député devrait cesser de jouer au prophète de malheur et essayer pour une fois de contribuer au développement de notre pays.

* * *

[Français]

LES CHANTIERS MARITIMES

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. On a appris que M. Tessier, président de Marine Industries, a proposé au

ministre un plan en trois points, savoir que le gouvernement fédéral, avec le gouvernement du Québec, partagerait les pertes accumulées, que les contrats en main soient revus sur de nouvelles bases, et que le gouvernement fédéral assure l'avenir des chantiers au-delà de 1992.

On sait déjà, monsieur le Président, que le ministre a déjà dit non à ces trois propositions. Est-ce qu'il a d'autres solutions à proposer? Est-ce qu'il y a un plan de rechange pour sauver l'industrie navale au Québec qui est en voie de disparition?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, comme je le disais dans une lettre à M. Tessier et de vive voix à M. Tremblay, le ministre du gouvernement du Québec responsable de MIL, nous sommes prêts à discuter avec lui de moyens pour aider MIL, vu la situation dans laquelle se trouve cette société et les doutes qui existent quant à son avenir à long terme.

Nous comprenons, nous sympathisons et nous sommes prêts à participer à des discussions. Je rencontrerai d'ailleurs le ministre Tremblay vendredi et je lui ferai cette offre. Nous verrons s'il est possible de trouver une solution.

Je ne pense pas qu'il soit utile d'essayer de négocier publiquement, par l'intermédiaire de la presse ou en organisant des manifestations de divers types, mais nous sommes certainement prêts à collaborer avec le gouvernement du Québec et MIL.

[Français]

M. Gagliano: Monsieur le Président, j'aimerais rappeler au ministre que depuis cinq ans, des milliers et des milliers d'emplois ont été perdus et on n'a presque plus d'industrie navale à cause justement des politiques de laisser-faire de ce gouvernement. Il reste à peu près 2 000 emplois encore. Est-ce que vous allez agir immédiatement pour sauver l'industrie navale et ces 2 000 emplois ou si vous allez continuer à parler, et, comme d'habitude, tout va disparaître du Québec?

[Traduction]

M. Andre: Monsieur le Président, comme le prouvent les 1,5 million d'emplois créés par ce gouvernement au cours des cinq dernières années, la question des emplois nous intéresse beaucoup. Il y a un excès de capacité dans le domaine de la construction navale. Le député de